

Try Black Horse ALE 100 Years of Brewing experience behind it

The Labor World



Le Monde Ouvrier

Drink DOW'S ALE Standard of Strength and Quality

Rédaction et administration: 9 et 11, rue Saint-Paul Ouest.

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Tél.: LAncester 5361 — Le numéro: CINQ CENTS PARTOUT

Une victoire pour les Charpentiers-Menusiers

Le ministre des chemins de fer et canaux vient de décider que les charpentiers et menuisiers qui ont travaillé aux chantiers du C.N.R. à la Pointe St-Charles doivent être payés pas moins de 85 cents de l'heure.

Cette fameuse et épineuse question de ce qui constitue le juste salaire dans les contrats publics semble être définitivement réglée à la suite d'une décision que vient de rendre l'honorable R. J. Manion, le ministre des chemins de fer et canaux.

En ce qui concerne les travaux aux usines du C. N. R. à la Pointe Saint-Charles, deux contrats avaient été accordés: l'un à la St. Georges Construction Company, l'autre à M. Louis Berna; lorsque ces contrats furent accordés, le 23 mai 1930, il y était stipulé que les salaires courants payés dans la localité devaient être payés aux journaliers et ouvriers y engagés, mais sans que le taux de ces salaires y soit stipulé.

Les entrepreneurs en question payèrent une moyenne de 60 cents de l'heure aux charpentiers et menuisiers y travaillant. Le Conseil de District des Charpentiers-Menusiers prétendait que le salaire courant était de 85 cents de l'heure, se basant, pour étayer sa prétention, sur le fait que la ville de Montréal avait inséré dans son échelle de justes salaires ce montant de 85 cents de l'heure pour cette catégorie d'ouvriers et obligeait les entrepreneurs exécutant des contrats pour elle de payer ce salaire, que, de plus, le Builders' Exchange l'avait reconnu comme le salaire courant. Les entrepreneurs soutenaient par contre que 60 cents de l'heure était le salaire généralement payé dans la localité.

Le Conseil de District des Charpentiers-Menusiers, tout en permettant à ses membres de continuer à travailler pour ce salaire de 60 cents de l'heure et ne voulant pas nuire à l'exécution des travaux en cours enregistra une protestation près des autorités du C. N. R. et près du gouvernement à Ottawa; des démarches se continuèrent activement depuis, habilement conduites par M. Tom Moore, président du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, l'un des directeurs du C. N. R., et un membre de la Fraternité Unie des Charpentiers-Menusiers, avec le résultat que l'honorable M. Manion vient de rendre la décision suivante:

"Après enquête, le ministre des chemins de fer et canaux a décidé que le salaire de 85 cents pour chaque heure de travail, est le salaire courant pour les charpentiers et menuisiers qui sont employés à Montréal et dans le district de Montréal, pour les travaux qui sont exécutés au compte du C. N. R., par M. Louis Berna et la 'Saint-Georges Construction Co., Limited', pour et pendant toute la période d'exécution desdits travaux."

Le secrétaire du Conseil de District, M. Pierre Lefèvre, estime que plus de \$6,000 seront remboursés en différences de salaire aux charpentiers qui ont travaillé sur ces travaux, certaines réclamations individuelles se montant à \$300 et au-delà. Nous tenons à féliciter bien vivement les officiers de la Fraternité des Charpentiers-Menusiers pour les efforts et le travail qu'ils ont accompli pour en arriver à ce bon résultat et nous apprécions également la largeur de vues et l'esprit de justice de l'honorable ministre des chemins de fer et canaux.

Autour de cette affaire gravitent toutes sortes de faits inconnus et de conclusions qui s'imposent. Il faut reconnaître, tout d'abord, que s'il n'y avait pas eu une union internationale de charpentiers-menuisiers, il n'y aurait pas eu de plainte de faite au gouvernement, que les ouvriers non-unifiés et isolés n'auraient pas pu se servir du prestige d'un directeur des Chemins de fer nationaux canadiens pour mener les négociations et faire les nombreuses démarches qu'elles nécessitent; que c'est grâce au Conseil de District des Charpentiers-Menusiers de Montréal et aux efforts faits par ses officiers qu'une somme de \$6,000, au bas mot, ira grossir le budget des ouvriers intéressés. Nous apprenons officiellement que lorsqu'un ouvrier se présente avec sa réclamation au bureau d'un des entrepreneurs concernés, la première demande qu'on lui fait, c'est de montrer son livret de membre de la Fraternité Unie des Charpentiers-Menusiers; sur présentation, son compte est établi et il reçoit immédiatement le montant qui lui revient; quant à ceux qui ne sont pas membres de l'union, on leur dit de faire leur réclamation et qu'on y verra. Plusieurs de ceux-ci sont allés porter leur plainte à des avocats qui, paraît-il, leur ont demandé 15 pour cent de leur réclamation comme honoraires — non pas que nous trouvons à redire sur ces honoraires, car tout travail mérite salaire et un avocat doit être payé aussi bien qu'un autre, mais cela prouve une chose, que le membre d'une union internationale est protégé et que les cotisations qu'il paie servent, en plus des bénéfices de toutes sortes qu'il reçoit en pension de vieillesse, secours en maladie, fonds mortuaire, et le reste, à lui assurer le respect et la considération des patrons qui l'emploient.

Il nous a été dit que plusieurs entrepreneurs, sachant qu'ils devront payer le salaire de 85 cents de l'heure aux charpentiers et menuisiers dans tous les contrats pour des travaux publics de la ville de Montréal, de la province de Québec et du gouvernement fédéral, ainsi que sur ceux des commissions dépendantes du fédéral, n'engageront que des ouvriers habiles et compétents et qu'en s'adressant, pour obtenir la main-d'oeuvre dont ils ont besoin, à l'union internationale, ils ont des garanties d'avoir des ouvriers de première classe.

Tout est bien qui finit bien. La morale de cette affaire, c'est que tout ouvrier, quel que soit son métier, devrait être membre de l'union qui lui assure le plus de protection, lui garantit un salaire équitable, des conditions de travail humanitaires ainsi que du travail plus stable que ne peut espérer un ouvrier isolé. Etre membre d'une union, cela signifie également être le détenteur d'un certificat de compétence et d'intelligence.

Charpentiers-menuisiers qui ne faites pas encore partie de l'union, adressez-vous immédiatement au secrétaire du Conseil de District, M. Pierre Lefèvre, au No 904, boulevard Saint-Laurent, il vous donnera toutes les informations désirées et vous facilitera votre admission dans la Fraternité Unie si vous remplissez les qualifications requises, c'est-à-dire être un ouvrier compétent et un honnête citoyen.

Le travail est noble

C'est la chasse continuelle aux "soft jobs". Chacun veut se la couler aussi douce que possible. On aspire aux positions qui laissent les mains blanches et coûtent peu de travail. Les hommes de profession en général obéissent moins à la fatalité d'une vocation impérieuse qu'à l'obscur suggestion de vivre "en monsieur" confortablement assis dans sa chaise rembourrée, avec des loisirs nombreux, en attendant la clientèle, pour fumer de bons havanes, lire des livres suggestifs qui tiennent l'esprit en de douces rêveries, qu'entre-tient d'ailleurs un sofa à proximité du bureau, où l'on peut s'étendre à certaines heures et dormir un bon petit somme réparateur aussi profond que le sommeil du juste.

Le cinéma a fait connaître les agréables moments que passent ensemble patron et sténographe et la signification de cet ordre bref donné à travers la porte: "Attendez je suis occupé!" Ce qui n'est pas toujours un mensonge.

Tout le monde dans une usine ou dans une manufacture veut être gérant, car il est aussi dans l'ordre dans les administrations comme partout que l'on commence à être payé dès que l'on cesse de travailler... Le monsieur qui regarde faire les autres, les mains dans ses poches est marqué pour les hautes fonctions. Il est un chef et l'on a beaucoup de respect pour lui!

J'ai une grande confiance dans mon cadet, il ira loin. Il trouve toujours moyen de s'esquiver à temps quand il y a une besogne un peu dure à faire et de le rejeter sur ses frères. Il me fait si bien penser à notre chien Bayard quand nous demeurions à la campagne. Mon père l'avait dressé à faire mouvoir la baratte quand ma mère "brassait" le beurre, régulièrement le

quelconque, ils échapperaient à l'enlèvement de la paresse. S'ils cherchaient à se perfectionner, comme les autres, ils se conserveraient en vigueur et en santé. Au contraire ils se mettent en des conditions matérielles qui assombrissent leurs jours et les abrègent souvent. L'habitude d'agir mécaniquement sans penser, comme les vaches qui regardent passer les trains sans les voir diminue la puissance du cerveau et finit par l'annihiler. L'homme entraîné se reconnaît à la somme de travail qu'il peut fournir, comme à la précision de ses mouvements. Il y en a qui donnent toujours "un tours de bras à côté". Au lieu de frapper sur le clou, ils se cognent les pouces. S'ils répètent une chose, ils en brisent une autre... S'ils nettoient un endroit ils salissent toute la maison. Marque destructrice, ils perdent leurs outils ou se blessent à tout propos. Ils aiment mieux souffrir que travailler...

Les parents qui souhaitent des sinécures pour leur progéniture ne savent pas le mal qu'ils leur veulent. L'inaction conduit à la paresse, le plus grand de tous les vices, celui qui tue le corps et l'âme. Les indolents charrient dans leur sang lourd les germes de tous les maux, les cause de leur malheur. Le travail hausse un homme au-dessus de lui-même. C'est un grand contentement de devoir pu se réaliser, c'est une garantie en même temps de bonne conduite. Si l'on n'arrive pas infailliblement au succès, à la fortune en s'outillant pour la lutte, on a le plaisir d'avoir fait jouer en notre organisme des ressorts inconnus, de n'être pas resté simplement un comparse, un figurant dans le grand drame ou la grande comédie de la vie.

JULIEN SAINT-MICHEL.

Comment combattre le communisme

En fait de levée de boucliers, c'en est une qui compte. A bas le communisme! Mort aux communistes! Il faut déporter les communistes étrangers, il faut arrêter comme prisonniers politiques nos communistes nationaux, la police se doit de briser toutes les assemblées communistes et arrêter les orateurs dès qu'ils auront prononcé des paroles séditieuses(?) et jouer avec entrain et énergie du bâton sur la tête des manifestants communistes.

Tout cela, c'est très bien; mais cela ne guérira pas le mal. Depuis quand la persécution d'une idée a-t-elle tué celle-ci? L'histoire est là pour prouver le contraire. Qu'il y ait de vrais communistes à Montréal, cela ne fait pas l'ombre d'un doute; mais, de là à venir affirmer que si l'on n'enraye pas immédiatement le mouvement communiste, il y aura bientôt 100,000 rouges dans notre ville, comme l'a déclaré un représentant ouvrier au cours d'une délégation reçue par le gouvernement à Ottawa il y a quelques jours, il y a une marge énorme. Sur quoi ce délégué s'est-il basé pour faire semblable déclaration? Est-il au courant des agissements communistes, les fréquente-t-il? Nous ne le croyons pas, car nous le connaissons trop bien pour avoir semblable pensée. Il a simplement subi l'influence du milieu, en y mettant une simple exagération.

On est trop porté à qualifier de "communistes" ceux qui ne pensent pas comme nous, ceux qui trouvent que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes sous la calotte du ciel; on aurait peur, ma foi, de critiquer ceux qui nous gouvernent ou de protester contre l'exploitation éhontée dont sont victimes trop d'ouvriers et de gagne-petit dont nombre de patrons sans vergogne ont rogné le maigre salaire sous le prétexte bien trouvé que les affaires sont mauvaises et que pour chaque position vacante il y a des centaines d'applicants, que les salaires doivent suivre les fluctuations de l'offre et de la demande et que lorsqu'on peut trouver des journaliers qui sont consentants de travailler pour un salaire de 15¢ de l'heure (?) — c'est le salaire payé par un entrepreneur à des malheureux Polonais et Ukrainiens actuellement ici dans la ville de Montréal, nous a-t-on affirmé — on serait bien bête de payer 40 ou 50 cents de l'heure.

Que des sans-travail affamés se révoltent lorsqu'ils voient des machines leur enlever le peu de travail qu'ils pourraient obtenir, que dans les longues files de misérables qui attendent gelés et transis l'ouverture des refuges de nuit ou la distribution de quelques tranches de pain à la porte de nos institutions de charité, on entend des paroles de malédiction et de haine contre un régime qui cause tant de misère, de privations et de souffrance au milieu d'une abondance sans pareille des biens de la terre et de l'étalage d'un luxe scandaleux d'une poignée de jouisseurs et de nouveaux riches, n'est-ce pas naturel? Le découragement et le désespoir font dire tant de choses. Cela signifie-t-il que tous ces désabusés, ces épaves de la lutte pour la vie, sont des communistes? Ce serait folie de croire une chose semblable.

Tout comme les autres, nous constatons l'effet pernicieux que l'évangile communiste, habilement présenté par les quelques centaines de "rouges" avoués que l'on trouve dans tous les centres industriels du monde entier, peut avoir et aura fatalement sur ces déshérités du sort, à moins qu'on ne parvienne à faire échec à cette propagande néfaste. Comment contrebalancer la portée de ces théories qu'on leur prêché et qui font miroiter à leurs yeux fatigués l'aurore d'une nouvelle société où il n'y aura plus ni pauvres gueux affamés, ni riches ventriloques, où tous mangeront à leur faim et dormiront à leur saoul sans devoir s'occuper du lendemain, où le prolétariat sera le maître et le dispensateur des biens de ce monde, où ceux qui auront été les esclaves de capitalistes arrogants et sans entrailles leur mettront la botte au derrière et les feront marcher à la baguette? Toutes ces théories, qui ne tiennent pas debout et qui semblent être le comble des combles pour ceux qui ne connaissent pas les affres de la faim et qui, par inclination, par atavisme, par nécessité ou par intérêt, ne peuvent concevoir une autre forme de civilisation que celle dans laquelle ils se meuvent, agissent autrement sur ceux qui ont été traités en leur sein sans espoir plus rien de la société actuelle, ils se laissent entraîner et finissent par se dire que, n'ayant plus rien à perdre, ils ne peuvent que gagner au changement.

Que tous ceux qui condamnent le communisme et lui font la lutte envisagent donc la situation sous son vrai jour, ils se convaincront que, malgré les mandements et les sermons du clergé de toutes les dénominations, les vœux exprimés par les amicales d'anciens élèves, les sociétés de secours mutuels de tous genres et de tout acabit, les résolutions adoptées par les congrès ouvriers et leurs unions affiliées, les articles fulminants de nos grands quotidiens, la main de fer des chefs de police et la poigne solide et brutale de tous les constables de la création, l'idée communiste fait son chemin et d'autant plus vite qu'elle sera plus persécutée; ce ne sont pas des paroles qu'il faut mais des actes pour lui faire échec.

Qu'on fasse disparaître les injustices criantes, les iniquités sociales qui ont engendré le communisme, qu'on donne au peuple ce dont il a besoin, qu'on assure à l'ouvrier du travail au lieu d'une aumône qui avilit celui qui la donne tout autant que celui qui la reçoit, qu'à défaut de travail on lui verse une assurance de chômage, qu'en temps de maladie il soit assuré du pain quotidien pour lui et sa famille, qu'on lui fasse une vieillesse heureuse et tranquille au lieu de l'envoyer finir ses jours en prison ou dans des refuges, en un mot, qu'on lui donne, dans la mesure du bon sens et de la justice, ce que tout être humain a le droit d'attendre de la vie et du coup la doctrine communiste aura vécu.

Si ceux qui fulminent avec tant d'éloquence et de détermination contre le communisme sont sincères, qu'ils le prouvent en aidant le Travail Organisé à obtenir la réalisation des réformes sociales et humanitaires qu'il préconise et le secondent dans sa marche en avant vers une société meilleure et une plus grande somme de bien-être pour l'humanité.

Le feront-ils? Chi lo sa? SOCIUS.

Historique de la campagne menée par le Travail Organisé au Manitoba pour obtenir une loi de compensation adéquate, des difficultés qu'il eut à surmonter et des lacunes que renferme cette loi. Il souhaite au Travail Organisé du Québec plein succès dans ses efforts pour obtenir une loi modèle des accidents du travail.

Comme on pouvait s'y attendre, le clou de l'assemblée fut l'élection des officiers en nomination, ainsi que des comités, qui donna le résultat suivant: Le délégué Ben. Drolet fut réélu premier vice-président par une très forte majorité sur son concurrent J. J. Cuppello; John Perrault fut réélu comme guide contre A. Mailland. Ceci complète les cadres des officiers qui sont comme suit:

Président: J.-T. Foster, de l'Association des Machinistes. Premier vice-président: Ben. Drolet, de l'Union des Cigariers. Deuxième vice-président: Adhémar Tremblay, de l'Union typographique. Secrétaire-archiviste français: J.-A. Belland, de l'Union des Travailleurs de métal en feuilles. Secrétaire-archiviste anglais: Richard Lynch, de la Fraternité des Charpentiers-Menusiers. Secrétaire-correspondant: Jos. Pelletier, de l'Union des Relieurs. Secrétaire-financier: J. Girard, de l'Union des Employés civiques.

UNITES SANITAIRES Le Système des Unites Sanitaires est en vigueur dans notre province depuis 1926. Son objet est d'assurer aux centres ruraux, en les groupant en districts, tous les bénéfices du régime d'hygiène publique dont profitent les agglomérations urbaines. Dans ce domaine notre province joue au Canada le rôle de pionnier. Les spécialistes de l'hygiène publique dans les autres provinces s'accordent à le reconnaître et recommandent d'imiter notre province. — Le Nouvelliste.

LE PERIL RUSSE

Le malaise social, qui, depuis plus d'un an, oblige nos économistes à réviser des dogmes qu'ils croyaient, hier encore, intangibles, nous amène à considérer de plus en plus sérieusement l'expérience soviétique ou, en d'autres termes, le plan quinquennal auquel Staline a si étroitement associé son nom.

Il y a à peine un an, cet effort économique était tourné en ridicule par ceux d'entre nous qui s'intitulent, à tort ou à raison, des bien-pensants, des hommes sages, prévoyants, éclairés, en un mot, par des individus modestes et qui s'en vantent.

Mais aujourd'hui, changement à vue. Les nargueurs sont devenus des observateurs sérieux, les prophètes de la politique à double fond qui haranguaient hier ex-cathedra nos audiences moutonnaires commencent à douter de leur infaillibilité et se demandent, non sans anxiété, ce que l'avenir nous réserve, tant au point de vue économique qu'à celui de la politique tout court.

Les Russes font actuellement une expérience où, comme les sans-culottes français de 1792, ils veulent vaincre le capitalisme mondial ou y laisser leur peau. C'est le "vaincre ou mourir" de la grande révolution qui revient sous une autre forme, c'est l'histoire qui se répète avec d'appréciables variantes. Aujourd'hui comme autrefois, il faut de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace.

Dire qu'on est exactement renseigné sur ce qui se passe maintenant au pays de Tolstoï, serait beaucoup exagérer, mais il doit s'y passer quelque chose de formidable, d'indéfini et de très significatif à en juger par l'attitude, de plus en plus éffrayée, que l'on prend, en haut lieu, parmi nos gouvernements et tous poils, pour envisager l'effort soviétique, les répercussions qu'il a déjà eues, sur les pays capitalistes et celles, encore plus marquées, qu'il ne manquera pas d'avoir, peut-être, dans le monde entier, dans un avenir prochain.

Que l'ouvrier, en Russie, soit présentement malheureux et mené à la baguette, cela est fort possible, voire même probable, mais ce qui nous intéresse le plus, matériellement parlant, ce sont les résultats obtenus jusqu'à ce jour, résultats qui sont des faits et contre lesquels les plus sacrées théories ne sauraient prévaloir.

Ici, au Canada, nous avons été atteints en plusieurs endroits de notre cuirasse économique et "la situation" inquiète sérieusement, pour ne pas dire plus, les bavardeurs officiels et publics auxquels nous confions si facilement nos destinées. Ils n'avaient pas prévu cela, les directeurs de notre conscience politique et sociale. Et pourtant, qu'est-ce que gouverner, sinon prévoir? Mais passons.

Déjà, notre blé a reçu une de ces tripotées qui font époque dans la vie réaliste et notre industrie de l'amiante est dans le marasme. Notre industrie forestière commence à donner des signes de faiblesse et ce n'est pas fini, paraît-il. L'organisme Staline est devenu un exportateur redoutable, si l'on en croit les statistiques officielles. Il vend du blé, du saumon en conserve et du bois en Angleterre, toutes choses que nous produisons et que nous vendons en grande quantité. Il vend de l'amiante et du bois de pulpe aux Etats-Unis, pour ne rien dire du charbon d'excellente qualité qui nous vient de Russie.

Mais les Soviétiques importent aussi du matériel et de la main-d'oeuvre experte, de sorte que le "dumping russe", qui a pour contre-partie d'importantes commandes de machines de toutes sortes, est officiellement toléré, notamment aux Etats-Unis où l'argent, fût-il teinté du sang des tsars, a moins

La liberté de parole non pas la sédition

Le Conseil des Métiers et du Travail de Montréal condamne fortement ceux qui profitent de la crise économique actuelle pour jeter le trouble et le désarroi dans les rangs ouvriers. — Ces soi-disant "assemblées ouvrières". — Election des officiers et des comités, un événement marquant.

"La liberté de parole est des principes pour lesquels le Travail Organisé a toujours lutté et luttera toujours, mais il ne sympathise en aucune manière avec des individus qui, sous le couvert de défenseurs de la classe ouvrière, en profitent pour prononcer des harangues séditieuses, jeter le désarroi dans les rangs en semant la dissension et le mécontentement contre les dirigeants du mouvement et qui, lorsqu'ils sont dans le trouble, viennent ensuite réclamer l'appui du Travail Organisé."

Voilà en résumé ce qui ressort de la discussion qui eut lieu lors de l'assemblée du Conseil des Métiers et du Travail, tenue en la Salle du National, jeudi soir dernier, à la suite d'une demande faite par les délégués Jansen et Segal de désapprouver la conduite des policiers de Montréal qui brisèrent des assemblées "ouvrières" tenues récemment à la salle Prince-Arthur et au Temple du Travail et arrêtèrent plusieurs des orateurs. Ces délégués prétendirent que si le Conseil des Métiers et du Travail ne revendiquait pas énergiquement la liberté de parole, avant longtemps la police interviendrait dans ses assemblées ainsi que dans celles des unions ouvrières.

Le président Foster déclara qu'un ralliement ouvrier avait été tenu récemment au Manège Militaire, sous les auspices du Conseil des Métiers de la construction, que des critiques y avaient été faites contre les conditions économiques actuelles et que la police n'était pas intervenue d'aucune façon pour la raison bien simple que ceux qui adressèrent la parole, le firent avec intelligence, que jamais la police n'était pas intervenue dans une assemblée ouvrière tenue par des hommes qui consacraient leur vie à la défense des véritables intérêts de la classe ouvrière et qui avaient fait leurs preuves. "Comment", dit-il, "pourrions-nous blâmer la police pour intervenir dans une assemblée tenue par des gens qui profitent de toutes les occasions pour condamner le Travail Organisé et viennent ensuite réclamer son appui, comment peuvent-ils s'attendre à avoir notre sympathie?"

Le délégué Pierre Lefèvre déclara d'abord que jamais. Et voilà le cercle vicieux, qu'on le veuille ou non.

Pour en sortir, il n'y a qu'un moyen, radical il est vrai: c'est de constituer un blocus économique mondial contre la Russie, un blocus intégral susceptible de faire échec à son plan quinquennal. Il y a bien d'autres moyens secondaires, le premier d'entre lesquels se résumerait en une réforme radicale de notre édifice économique. Mais, quel que soit le moyen envisagé, il faudrait beaucoup de courage civique et de désintéressement pour le mener à bonne fin, qualités qui n'ont guère été cultivées par le genre d'instruction et d'éducation dont on s'est plu à nous bercer dans toutes les sphères de notre lamentable société. Il est à peu près inutile de se plaindre, en vérité, si nous ne sommes pas moralement outillés pour nous défendre.

Pierre Ponce.

Plusieurs délégués exprimèrent leur opinion sur ce sujet et il fut finalement décidé que vu que ce Conseil n'avait devant lui qu'un rapport verbal que celui-ci fut reçu et qu'un rapport par écrit fut fait à la prochaine assemblée et qu'après action serait prise sur la question de l'affiliation.

Le secrétaire Jos. Pelletier accusa réception d'une lettre de l'honorable M. Taschereau l'avisant que le bill traitant de la loi des accidents du travail sera prochainement distribué et que des copies lui seraient envoyées immédiatement. Il fut décidé que le comité exécutif étudia les clauses de ce bill avec attention afin d'éviter qu'elles ne diffèrent de celles de la loi actuellement en force dans la province d'Ontario.

M. McIntosh, du Conseil des Métiers et du Travail de Winnipeg, fut invité à adresser la parole aux délégués. Il fit

Les Canadiens apprécient un bon thé



Se vend le plus et toujours de plus en plus 'Frais des Plantations'

Le Coin des Unions locales

CHEZ LES WAGONNIERS

A sa dernière assemblée, la Loge Sainte-Marie No 234 des wagonniers des usines Angus a procédé à l'installation générale des officiers pour le terme 1931, dans l'ordre suivant: M.M. A. Beaudry, président; Henri Massé, vice-président; C. Miron, secrétaire-archiviste et correspondant; R. B. Lamarche, secrétaire financier; Aldéric Bertrand, secrétaire trésorier; Eugénie Deniger et Donat Roy, guides; J. J. Beaudin, gardien, Alfred Asselin et Oscar Côté, sentinelles; Z. Marsan, T. Gervais et E. Deniger, auditeurs; L.-A. Beaudry, président du comité local de protection; Georges Gauthier, H. J. Limoges, George Gilker, H. Vallancourt et H. Provost, tous membres du comité local de protection; Jos. Dufrault, maître de cérémonies.

Le confrère Alfred Berthiaume président à l'installation des officiers, celui-ci dans ses remarques, félicita les officiers de leur élection et l'exprima confiance dans les officiers actuels qui presque depuis dix ans administrent la Loge Sainte-Marie avec tant de succès, et que d'ailleurs, dit-il, les membres ont su juger en réalisant presque tous les officiers par acclamation chaque année.

S'adressant aux membres, il les félicita de leur choix et exprima son désir que tous et chacun donneront tout le support possible à leurs officiers afin que leur tâche dans l'accomplissement de leurs devoirs soit plus facile.

Le président Beaudry ainsi que tous les officiers remercièrent les membres de leur marque de confiance et leur assurèrent que, comme par le passé, ils s'efforceraient de toujours travailler dans l'intérêt des membres de la loge Sainte-Marie, et du mouvement ouvrier en général.

A l'issue de l'assemblée un vote de condoléances fut adopté à l'adresse des familles des confrères décédés dont les noms suivent: M.M. les confrères Yamshuck, Duhamel, Noé Castonguay et ses confrères A. Laberge et R. Vallée pour le décès de leurs épouses. Le vote fut pris debout avec une minute de silence, en signe de respect pour tous les confrères décédés durant l'année.

CHEZ LES BARBIERS

M. P. H. Reagan, représentant international de l'Union des barbiers, est actuellement à Montréal dans l'intérêt de son organisation. Une assemblée spéciale a été tenue mardi soir à la salle du Monument National par le local No 455 de l'Union internationale des barbiers-coiffeurs à cette occasion. M. Albert Roy, des Travailleurs en fourrure, et P. H. Reagan, adressèrent la parole et intéressèrent l'auditoire par leurs judicieuses remarques.

L'UNION PAIE \$25 PAR SEMAINE A TOUS SES SANS-TRAVAIL

De quelle manière le trade-unionisme profite à ses membres durant les périodes de dépression est clairement démontré par l'Union locale No 1, de Brooklyn, des Photographeurs, qui paie à ses membres sans travail, un "salaire" de \$25.00 par semaine.

LES COMMUNISTES BANNIS DES RANGS DES BRIQUETEURS

L'Union locale internationale, No 1, des briqueteurs de Montréal, à sa dernière assemblée, vendredi soir, le 30 janvier, au Temple du Travail, a adopté la résolution suivante: "Proposé et adopté à l'unanimité qu'il soit annoncé dans les journaux afin que le public le sache bien, que l'union internationale, local No 1, des briqueteurs de Montréal condamne la politique des soviets et des communistes, et que cette union défend à ses membres, sous peine de renvoi, d'appartenir à ces sociétés qui ne désirent que destruction et ruine. L'union internationale des briqueteurs, local No 1, a des principes qui ne supportent pas la politique des communistes ou soviets, car la politique de cette union se résume à dire aux ouvriers: "Unissez-vous, combattez l'individualisme pour être capables de revendiquer vos droits". Cette union est en faveur de l'entente entre le capital et le travail et sa devise est: "Unis nous tenons; désunis, nous tombons".

EMPLOYES DE TRANWAYS

Les méthodes à suggérer à la compagnie des tramways, pour discuter de la manière juste et équitable le travail à ses employés de "plate-forme" durant la présente crise, seront de nouveau soumises à la discussion à une assemblée générale et spéciale, qui est tenue ce soir (7 février), par l'Union internationale No 790, à la salle de l'Assistance Publique.

Tous les employés, conducteurs et garde-moteurs, et principalement, ceux de jour qui n'ont pas pu assister à la dernière assemblée, sont invités à prendre leurs mesures pour être présents à cette deuxième séance, à laquelle sera adoptée la décision finale. On s'attend à une assistance encore plus nombreuse qu'à la dernière séance.

FETE BIEN REUSSIE

Comme c'était prévu, la soirée de cuisine et danse organisée par le Conseil conjoint et les unions des cordonniers de la B. & S. W. U. au bénéfice de leurs sans-travail, samedi soir, à la Palestre du National, a été un grand succès sur toute la ligne.

En dépit d'une température peu clémente, plus de mille personnes sont passées dans les salles. Les parties de cartes furent particulièrement animées. Plus de 300 prix, dons de généreux donateurs, ont été distribués aux heureux gagnants, la danse fut ouverte solennellement par la Reine du Travail, Mlle Rita Lapointe, et remporta tout le succès désiré.

M. Réal Lapointe, président du conseil conjoint, agissant comme maître de cérémonie, M.M. Lionel Thibault, organisateur provincial et Chas. McKercher, agents d'affaires, président conjointement, et offrirent leurs remerciements à la nombreuse assistance.

On y distinguait des centaines de bienfaiteurs et amis des cordonniers de la Boot & Shoe Workers Union.

Le comité d'organisation renouvelé à toute l'assistance et à tous les généreux donateurs de prix, ses plus sincères remerciements.

La Montreal Light, Heat & Power dessert 240,293 abonnés à l'électricité et au gaz, soit une population de 1,256,459 dans les quarante-trois municipalités du district de Montréal.

LA SITUATION EN GRANDE-BRETAGNE

Recrudescence du chômage

Dans les syllabus édités par les propagandistes par le Labour Party et la Confédération syndicale, on donne les renseignements suivants au sujet de la recrudescence et de l'état actuel du chômage. Durant les mois d'été 1929 les chiffres de chômage étaient légèrement inférieurs à la moyenne de l'année précédente. La fin de l'année apporta une augmentation, à laquelle ne pallia pas l'annulation des affaires qui coïncide ordinairement avec la Noël. Une augmentation rapide et fort prononcée se manifesta depuis le début de 1930. Au commencement de l'année le pourcentage d'assurés chômeurs s'établissait à 11.1; à la fin octobre, il était de 18.5. Il y a un an le nombre de chômeurs inscrits (non-assurés compris) s'établissait à 1,273,531; à la fin novembre 1930 il était de 2,285,987 (augmentation de 1,012,455); cette augmentation se décompose comme suit: 675,000 hommes, 26,500 jeunes gens, 289,900 femmes et 20,500 jeunes filles. Sur ce même nombre il y avait 703,794 chômeurs complets, 281,388 chômeurs partiels et 27,274 chômeurs intermittents.

Le gouvernement travailliste et la lutte contre le chômage

Quand on considère l'ensemble des plans approuvés par le gouvernement travailliste en vue de remédier au chômage et dont l'exécution sera assurée par l'Etat, les communes et des organismes d'utilité collective, on constate que le total des dépenses se chiffre, jusqu'au 30 septembre, à 135 millions de livres sterling. Un montant de 100 millions est employé à l'amélioration du réseau routier et des ponts (plan quinquennal), l'extension ou le perfectionnement technique des ports et docks, la construction de métropolitains et autres travaux entrepris par les grandes compagnies ferroviaires, l'établissement de canaux et la mise en valeur de sources d'énergie, 35 millions sont employés à des travaux de conduite d'eau et de gaz, de drainage, de constructions publiques, de mise en valeur des colonies, etc.

La femme mariée et le chômage

Au mois d'avril 1927 la proportion de femmes mariées parmi les chômeuses assistées était de 26%; elle est de 50% à l'heure actuelle. Sur l'ensemble des travailleuses assurées on compte de 25 à 30% de femmes mariées. Naturellement ce pourcentage est plus fort dans les industries où le chômage féminin est particulièrement important (c'est ainsi que dans l'industrie cotonnière on comptait 43,377 chômeuses en octobre 1929 et 160,000 en octobre 1930) on constata qu'il y avait 199,750 femmes mariées bénéficiant des allocations de chômage, l'industrie cotonnière intervenant dans ce nombre pour 72,500 ou 36.3%. Miss Bonfield, qui dirige le Ministère du Travail, fait observer à propos de ces chiffres: "Tous ceux qui doivent s'occuper de ces choses ainsi que ceux que ces professions intéressent spécialement, doivent veiller que les mesures qu'on envisagerait ne créent pas plus d'inquiétudes qu'elles n'en supprimeraient." Cette remarque vise surtout l'objection formulée de diverses parts au sujet des femmes mariées qui, tout en n'ayant

plus l'intention de rentrer au travail, continuent de toucher le secours-chômage. Les chiffres ci-dessus indiquent clairement que cet abus ne saurait être de la grande majorité des femmes travailleuses. D'autre part, Miss Bonfield, admet que dans les régions où les femmes n'ont pas coutume de travailler encore après le mariage, l'administration de l'assurance-chômage rencontre de graves difficultés. Si on découvre des abus du genre incriminé, il est certain qu'on tâchera de les supprimer, attendu qu'ils constituent un acte de malhonnêteté à l'égard de l'administration de l'assurance-chômage.

Le rôle patronal dans le conflit charbonnier

Au cours de la dernière quinzaine on s'est demandé avec angoisse ce qui allait se passer dans l'industrie charbonnière britannique et si on pourrait prévenir encore l'éclatement d'un grand conflit national. Des transactions sont intervenues et, pour l'instant, les plus graves difficultés sont dépassées. Débarrassés de cette inquiétude, on a le loisir de chercher maintenant à établir les influences qui ont agi pour ou contre un règlement judicieux de ce conflit. On contestera malaisément que si la crise est évitée, une crise qui eut pesé durement sur le pays entier, on le doit à l'attitude des travailleurs et au souci qu'ils ont pris de l'intérêt général. Pour leur part les patrons firent preuve de la plus mauvaise volonté imaginable. Non contents de poser de provocantes exigences, ils s'ingèrent à entraver les pourparlers.

"The Industrial Review", l'organe mensuel de la Confédération syndicale britannique, écrit à ce sujet: La plupart des difficultés, notamment la cessation temporaire du travail, eussent pu être évitées, si les employés s'étaient inspirés davantage de l'intérêt général. Depuis le vote de la loi sur la réorganisation de l'industrie charbonnière, les patrons sont hostiles et méfiants. Leur attitude à l'égard de l'Office du Charbon est un exemple type de mesquinerie obsessionnelle. Cet Office, partiairement composé de représentants de la main-d'oeuvre et du patronat, avec adjonction de délégués de la Confédération syndicale britannique, des associations patronales et des coopératives, avait été créé dans le dessein d'aplanir les difficultés rencontrées dans l'application de la loi. Les associations patronales alliées des magnats sabotèrent cet Office et purent trop facilement convaincre les autres à une attitude aussi illogique. On se trouve en présence d'épisodes d'un vaste complot destiné à rendre impossible l'application de la loi.

"Les mineurs et leurs dirigeants", déclare-t-on ailleurs, "méritent la gratitude de la collectivité pour la prévoyance dont ils ont fait preuve, au prix de sensibles sacrifices, pour surmonter la crise charbonnière. Il y a quelques jours encore, en présence de la résistance opposée par les patrons à l'application de la loi, la grève générale paraissait inévitable. Il ne faut pas perdre de vue que cette loi, telle qu'elle est sortie des délibérations parlementaires, est nettement inférieure aux desiderata des mineurs. On peut adresser bien peu de griefs aux mineurs si, pour défendre ce don par lequel ils eussent, passant outre à toutes autres considérations, couru le risque d'un conflit." — Fédération Syndicale Internationale.

Propriété d'environ 60,000 actionnaires, Montreal Light Heat & Power Consolidated comprend le groupe d'abonnés-actionnaires le plus considérable parmi les utilités publiques au Canada.

LISTE DES UNIONS

- Association Int. des Musiciens, No 406, J. Paquet, secrétaire, 412 Christophe Colomb.
- Barbiers, Local 455, s'assemblent les 2e et 4e Jundis, Monument National, 1182 St-Laurent, Secrétaire, A. Millard, 251 St-Catherine Est.
- Barbers, Local No. 659, Meeting every 1st and 3rd Wednesdays, 62 Rachel East, K. Slonsky, secretary, 11 Clermont.
- Boot & Shoe Workers—Travailleurs en chaussures, local 219, s'assemblent tous les vendredis au 1201 St-Dominique, Secrétaire, H. Lapointe, 2250 Cartier.
- Boot & Shoe Workers—Conseil Conjoint des Cordonniers No 17, s'assemble les 2e et 4e Jundis, 1331 St-Catherine Est.
- B. & S. W. U.—Travailleurs en chaussures, local 296, s'assemblent tous les mercredis, 1331 St-Catherine Est, N. Poirier, secrétaire, 1893 Des Erables.
- Boiler Makers Local 134, Meeting every 2nd and 4th Friday, 7 Craig East, H. Corrigan, Secretary.
- Brass Workers—Travailleurs en Cuivre local 785, s'assemblent les 2e et 4e mardis, salle Lavioie, Secrétaire, F. C. Nowell, 4501 Marquette.
- Bridge and Structural Iron Workers, Local 145, Meeting every Friday at No. 7 Craig East.
- Briquetiers, Local No. 1, s'assemblent tous les vendredis au Temple du Travail, 1201 St-Dominique.
- Briquetiers, Local No 4, s'assemblent les 1er et 3e mardis, Temple du Travail, au 1201 St-Dominique.
- Carmen Workers-Wagonniers, 39 Prince Arthur, Several locals are meeting there during the week. Plusieurs locaux se réunissent à cette adresse durant la semaine.
- Cap and Millinery Workers, Local No 33 Meeting every Tuesday of the month, at 817 James St. W., Room 18, Secretary, A. Shogerman.
- Carpenters and Joiners, Local 1214, Meeting every Thursday night at 1214 St. Catherine W.
- Carpenters and Joiners, Local 1270, Meeting every Saturday at 445 St. Lawrence Blvd.
- Carpentiers-Ménisiers, Local 134, s'assemblent tous les Jundis au 310 Lagache, 1501-12 Avenue, Rosemount.
- Carpentiers-Ménisiers, local 127, s'assemblent tous les Jundis au 901 Saint-Laurent, Secrétaire, E. Primeau, 81 Saint-Charles.
- Carpentiers-Ménisiers, local 175, s'assemblent les 1er et 3e Jundis au 904 rue Saint-Laurent.
- Carpentiers-Ménisiers, local No 1309, s'assemblent tous les Jundis, au 400 Notre-Dame O. E. Lanther, secrétaire, 2016 Avenue Verdun.
- Carpentiers-Ménisiers, local No 1575, s'assemblent le 1er Jundi du mois au 1575 1ère avenue, Lachine.
- Carpentiers-Ménisiers, local 1558, s'assemblent tous les vendredis, au 1651 Leclerc, C. Thibault, secrétaire, 2132, Orléans.
- Clearers, Local No 58, s'assemblent le mercredi du mois, A. Gariépy, secrétaire, 1446 rue Amherst.
- Cleureurs—Sterotypers, Local No 53, s'assemblent tous les Jundis du mois, Forest Street, 5335 St-Jacques.
- Comité d'organisation (Conseil des Membres) de la Travail-Trades & Labor Council, Meeting every 2nd and 4th Friday, 357 Craig East, Adm. Tremblay, secrétaire, 7 Craig St. East.
- Conseil des Métiers de la Construction—Building Trades Council, s'assemblent les 2e et 4e Jundis, au 1201 St-Dominique.
- Conseil des Métiers Allié de l'Imprimerie—Allied Printing Trades, s'assemblent le 2e mardi, au 7 Craig Est, James Phillip, secrétaire, 408 St-Jacques Ouest.
- Elevator Constructors No. 89, Meeting every Friday of the month at 1201 St-Dominique St. G. Laidin, secretary, 553-9th Avenue, Rosemount.
- Electriciens, Local 508, s'assemblent les 1er et 3e Jundis, au Temple du Travail, 1201 St-Dominique, O. Boyer, secrétaire.
- Employés de Tramways No 790, s'assemblent le 2e mercredi au 310 Lagache, 1501-12, P. Corriveau, secrétaire, 1135 Saint-Denis.
- Enginsieurs-Ménisiers, local 588, s'assemblent les 2e Jundis, au Monument National, Chambre 4, D. G. Gains, sec., 125 Jean-Talou.
- Int. Ass. of Machinists, Local 111, Meeting every 1st and 3rd Friday at 7 Craig East, Secretary, J. Cappello, at No. 7 Craig East.
- Int. Ass. of Machinists, Local 631, Meeting every 2nd and 4th Mondays, at 7 No. 7 Craig St. East, Secretary, R. A. Walter, 557 Magdeleine St.
- Ligue le l'Étudiant Uniste, s'assemblent tous les 3e mardis, au 1446 Amherst, Ben Drolet, secrétaire.
- Mouleurs, Local 21, Meeting every Tuesdays at 1331 St-Catherine Est, F. H. Brubaker, secrétaire, 967 Sagouin.
- Moving Picture Operators, local 262, Meeting the 2nd Tuesdays at 12 P.M. at the Mount Royal Hotel, R. 93.
- Ornamental Iron Workers No 418, Meeting every 1st and 3rd Mondays, 7 Craig East, T. Quilley.
- Peintres, Local 299, s'assemblent le 4e mardi du mois au 1331 St-Catherine Est, J. A. C. Martineau, secrétaire, 4501 rue Marquette.
- Peintres, Local 329, Meeting every Tuesdays at 1331 St-Catherine Est, A. W. Bell, 817 Ontario East.
- Pattern Makers Union, Meeting every Tuesday at 1221 St-Catherine St. E. Wm Kirby, secretary, 5661 Cabot.
- Peintres, local 319, s'assemblent tous les Jundis au 1331 St-Catherine Est, John Perreault, secrétaire, 6224 Bland.
- Pâtisseries, Local 23, s'assemblent tous les vendredis, au 1201 St-Dominique, Raoul Lefebvre, secrétaire.
- Plombiers—Plumbers, Local 114, s'assemblent tous les vendredis du mois au 1201 St-Dominique, Sec. Wm. Hodgson.
- Photo Engravers-Photographeurs Local No 9, s'assemblent le 1er mardi du mois, 408 St-Jacques, O.
- Pressiers et Assistants, Local No 52, s'assemblent le 2e vendredi du mois au 408 St-Jacques Ouest.
- Printers, Ass. Int. No 127, s'assemblent le 2e mercredi du mois, au 1182 Saint-Laurent, Chambre 15, A. Adam, secrétaire, 525 Bellechasse.
- Railway and Steamship Clerks No. 1088, Meeting every 1st and 3rd Fridays, 1079 Montana St. Secretary, H. Goldsack, 3905
- Relieurs—Bookbinders, Local 91, s'assemblent les 1er et 3e mercredis à 6 h. p.m., 7 Craig Est, Secrétaire Jos. Pelletier, 7 Craig Est.
- Rembourneurs, Local 78, s'assemblent les 2e et 4e vendredis, à chambre 15 Monument National, A. Chartrand, secrétaire, 729 St-Denis.
- Stage Employees, Box 1332, No 56, Meeting 1st Thursday at 12 P.M., 1212 McGill Ave. F. W. Cooper, secretary, 109 March Ave., N. D. G.
- Tailleurs Couturiers, local 317, s'assemblent le 1er mardi du mois, au 1391 St-Catherine Est, R. Alex, secrétaire, 6328 Delorimier.
- Travailleurs du Métal en feuilles, local 251, s'assemblent les 2e et 4e mercredis, Dufresne.
- Tailleurs de Pierre, s'assemblent les 2e et 4e Jundis, au 1331 St-Catherine Est, A. McIvor, secrétaire, 5101 Marquette.
- Travailleurs en Vêtement pour Dames, local 112, s'assemblent les 2e et 4e vendredis au 395 St-Catherine O. P. Martel, secrétaire.
- Travailleurs en Fourrure, Local No 60, s'assemblent les 1er et 3e mercredis, au 1079 Béri, Beaupré, secrétaire, 251 rue

DEMANDEZ | ASK FOR

LA BIÈRE POPULAIRE

THE POPULAR BEER

Brassée à Montréal depuis 145 ANS

Brewed in Montreal since 145 YEARS

LABOR DIRECTORY

MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL — Meets every 1st and 3rd Thursdays, each month at "La Palestre du National", 810, Sherbrooke Street East, President, J. T. Foster, 747 St-Jacques; Corresponding Secretary, Stuart Pelletier, 7 Craig Street East.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL — To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in either the French and English language), the following organizations comprise Council: Typographical Union, No. 176; Jacques-Cartier Typographical Union, No. 20; Printing Pressmen and Assistants' Union, No. 52; Bookbinders' Union, No. 91; Photo-Engravers' Union, No. 93; Stereotypers and Electrotypers' Union, No. 33; Newspaper and Printing Pressmen's Union, No. 39; Amalgamated Lithographers of America, Local 27; Trades Union Recorder, A. F. Ricard; Secretary, J. T. Foster, 747 St-Jacques; 408 St-Jacques West, Executive; 9 a.m. to 5 p.m.; John A. Bellier, John Moore; Auditors, Walter Fortest, R. Charbonneau and L. Lecavalier. Telephone: Marquette 749.

UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER — Nos. 145, s'assemblent tous les vendredis du mois, à la Palestre du National, 810 rue Sherbrooke, St-André, Président, Adolphe Tremblay, 978 rue St-Thomas; Secrétaire, J. T. Foster, 747 St-Jacques; Secrétaire-trésorier, Henri Richard, 3419, rue Dorval.

UNION DES RELIEURS, Local 91, s'assemblent tous les 1er et 3e mercredis de chaque mois, à la salle de l'Union, No 747 St-Jacques, 9 a.m. Président, L. A. Julien; secrétaire financier et agent d'affaires, Jos. Pelletier, 7 Craig Est, Tel. Lancaster 272.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176 — s'assemblent tous les vendredis, au 176 St. James Street, J. Edwards, Président, 280 de l'Épave Avenue, Outremont; James T. Foster, Secretary, Treasurer, 408 St. James Street, Business Hours, 9 a.m. to 5.30 p.m.; Saturday, 9 a.m. to 1 p.m., Tel. Marquette 749.

CARPENTERS-MENISIERIS — Union locale No 1578, Maisonveuve — s'assemblent tous les vendredis à 8 h. du soir au No 1621 Leclerc, Secrétaire, 408 St-Hubert, Président, J. E. Delisle, vice-président, J. Corbell, secrétaire archiviste, Charles Thibault, 2131 Orléans, secrétaire financier, A. Bouchard, 1899 Leclerc, secrétaire-trésorier, J. W. Corbell, 591 Lacombe, secrétaire, W. Bélanger, gardien, A. Bouchard.

UNION INTERNATIONALE DES TAILLEURS DE PIERRE DE MONTREAL — s'assemblent tous les vendredis à 8 heures de chaque mois, à la salle des cordonniers, 1331 St-Catherine Est, Président, J. G. Gaudin, 408 St-Hubert, secrétaire correspondant, A. McIvor, 501 rue Marquette.

FRATERNITE UNIE DES PEINTRES DEGRADATEURS, Local 349, s'assemblent tous les vendredis au 1331 St-Catherine Est, Président, J. A. De Courval, 4578, rue Châteaubriand; vice-président, Joseph Renaud, 219, rue Mackay; secrétaire, J. Lefebvre; Albert Renaud, 185, avenue Gordon, Verdin; secrétaire-financier, J.-R.-A. Renaud, 5018, rue Saint-Denis; trésorier, R. Robitaille, 5255, rue Alouette; agent d'affaires, Jean Perrault, 624, rue Brind, Bureau, 1531, rue St-Catherine Est, Tel. Fr. 4222.

CONSEIL DE DISTRICT DES CHARPENTIERS-MENISIERIS D'AMERIQUE — Président, J. A. Chamberlain; vice-président, J. Chevalier; trésorier, E. Lanther; secrétaire, P. Lefebvre; agents d'affaires, J. Shears et G. Houle. Les assemblées sont tenues tous les mercredis soirs à 8 h. du soir, au bureau du Conseil de District, 901 Blvd. St-Laurent, Tél.: LA. 5161.

BOOT AND SHOE WORKERS, No. 296 — s'assemblent tous les vendredis à 8 heures à 8 heures p.m. au No 1331 St-Catherine Est, Président, Jos. Beauregard; secrétaire, J. Pelletier, 7 Craig Est; secrétaire financier, Charles McKeercher, 1331 St-Catherine Est, L. Thibault, organisateur provincial.

BOOT AND SHOE WORKERS' UNION Local 267 de Saint-Hyacinthe — s'assemblent tous les vendredis à 8 heures du soir, au No 71 rue Montor, Président, E. Gendreau; secrétaire financier, A. Brodeur; Vice-Président, S. J. Gagnon; secrétaire-trésorier, C. E. Lenoir, 19 rue St-Simon, L. Thibault, organisateur provincial.

UNION INTERNATIONALE DES BARBIERS COIFFEURS D'AMERIQUE — Local 455 de Montréal. — s'assemblent tous les 2e et 4e Jundis de chaque mois, au No 455 St-Laurent, Monument National, salle No 15, Président, H. Lacombe; secrétaire archiviste, L. D. Bélanger; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, A. Millard, 205 Sainte-Catherine Est.

FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERS-MENISIERIS D'AMERIQUE — Local 182, Président, E. Donet, 182 Beaudry; E. Godin, vice-président, 1895 Orléans; Pierre Lefebvre, secrétaire-archiviste, 5491-125 Avenue, Rosemount; A. Roy, secrétaire-financier, 216 Rachel E.; Ernest Tisdelle, secrétaire-trésorier, 436 Gifford. Le local s'assemble tous les vendredis à 8 heures à la salle de l'Assistance Publique.

FRATERNITE DES WAGONNIERS LOGE SAINTE-MARIE, No 234 DES VOIES FERREES D'AMERIQUE — s'assemblent régulièrement les 1er et 3e vendredis de chaque mois, dans la salle de l'Assistance Publique, rue Lagache 109 Est, Président, L. A. Beaudry, 1828 9e Desarts; vice-président, H. Vallancourt, 2494 Ronen; secrétaire archiviste et correspondant, C. Miron, 1927 Fullum; secrétaire financier, R. B. Lamarche, 4505 Desbrosses, Chambre No 7; secrétaire-trésorier, A. Bertrand, 2345 Aylwin; guides, E. Deniger, 2600 Hochelaga et D. Roy, 4675 Parc Senneville; sentinelles, A. Asselin, 2807 Wolfe et O. Côté, 976 Demontigny Est; maître de cérémonie, Jos. Dufrault, 1659 Fullum; gardien, J. Beaudin, 371 Dorchester Est. Comité local de protection, L. A. Beaudry, 1828 Desery, Clairval 4814; G. Gauthier, secrétaire, 5045 Avenue Rosemount, Clairval 6357; H. Limoges, 1833 Ave. Aird, Clairval 6553; Geo. Gilker, 6170 Faub. Amherst 3002; A. Reagle, 4448 Fullum, Amherst 6287; W. Leclair, 2463 Des Erables, Amherst 9623.

WOOD, WIRE & METAL LATHERS — Local 515 of Montreal, meetings every 2nd and 4th Wednesdays at 1182 St. Lawrence Blvd. (Montreal National) room 11, Frank Horan, Financial secretary, 128 Milton Street, Tel.: HAR. 447.



Tas-pas déjà senti ton impatience croître graduellement devant les asséssements d'un vis-à-vis trop nerveux et encombrant, à une partie de hockey —



-et lorsque survient une explosion d'enthousiasme plus forte que les autres, tu n'y tiens plus et tu lui dis son fait en langage énergique —



-mais désastre, quand il se retourne et te dévisage — tu reconnais ton patron!



Tas-pas déjà essayé une BLACK HORSE? Il n'y a que ça pour remettre les choses au point.

dites simplement—

"Bière Black Horse Dawes s.v.p."!

Le seul journal ouvrier bilingue de la province de Québec. La meilleure arme entre les mains des travailleurs.

The Labor World



Le Monde Ouvrier

The only bilingual labor paper in the Province of Quebec. The most efficient medium laborers have ever had.

17th Year — No. 6

SAMEDI, 7 FEVRIER 1931 — MONTREAL — SATURDAY, FEBRUARY 7, 1931

PRICE: 5 CENTS

A Forward Move

Steps Should At Once Be Taken To Establish An "Educational And Propaganda Bureau".

By BERNARD ROSE

A well known British statesman, when discussing the progress made by the workers, said: "We must educate our masters." In other words, in view of the growing influence of the workers who, in the course of time, would be called upon, through their leaders, to take charge of the Government, it was desirable to enable them to secure that measure of education permitting them to administer the country's affairs in a manner that would conduce to the general advantage.

It must be admitted that a great many gains have been made by the workers, since the time when the statesman above mentioned gave utterance to the opinion quoted.

There is still a great deal to be done in the way of educating not only those who are presently in control of industry, commerce, and finance, as well as some who aspire to political leadership, but the great body of clerical and other workers who regard themselves as outside the jurisdiction and category of wage earners. They are generally referred to as the members of the white collar brigade. To this class of clerical and office labor should be added the thousands of general laborers, who have no particular calling or occupation and are compelled to obtain employment wherever they can get it, and are paid a wage not in conformity with the standard established by a trade union or a government through the insertion of a fair wage clause in contracts, which it awards, but the available amount of labor — that is to say, supply and demand.

The task devolving upon the organized worker is to, first, properly understand and appreciate the advantage of trade unionism; secondly, organizing wage earners whether they be laborers or artisans into unions; and thirdly, carrying on an active campaign to bring into the trade union movement the thousands of clerks and employees, who are not members of any organization, and lose both the economic as well as political advantages that come to those who are strongly organized and able to carry out their objects.

In addition to this, nothing must be spared to enlighten the reactionary employer be he individual or corporate, acting through executives, of the right of labor to organize, and its determination, regardless of any opposition from the individual or corporate employer, to discuss wage conditions and whatever may pertain to their welfare generally.

The most important need of organized labor in this province, and the same applies to the several provinces in the Dominion, is the creation of a special body to carry on a persistent campaign of education and propaganda. The unions of the province and those of the whole Dominion should establish an "Educational and Propaganda Bureau." This bureau could, when necessary, assist the local or general organizers of the different unions. Wherever possible, it should carry on its work distinct from the organizers of the different unions, but nevertheless in sympathy with them and ready to lend its assistance, if required.

The primary object of a bureau, such as the one suggested, would be to carry on a campaign throughout the province, by the holding of meetings to which workers of all kinds and classes would be invited and at which able speakers would point out the advantages of organization. The bureau could go into the places where no organization of any kind exists, and without taking steps to form one or more unions, prepare the ground for such organizers as might be sent to capitalize the sentiment in favor of organization, which followed the addresses of the members of the bureau. It being in a measure detached from the unions, but nevertheless under the control of the principal organized labor body, it could employ the highest ability to expound the principles upon which the labor movement is based, and discuss, in a convincing manner, the history of labor's effort to improve its condition economically and politically.

It could, in spite of the opposition, and resistance of employers, point out the legal and other rights of labor to organize and the necessity for fighting any abridgment of the worker's right to collectively associate and make demands for needed concessions. The bureau, if properly supported by the different labor bodies, could afford to recruit for its personnel men and women who are interested in the welfare of the workers and prepared to devote themselves wholly to the work of educating the masses; enlightening the classes; and co-operating with the leaders of labor by accompanying them when making representations before any legislative or parliamentary body. The bureau could likewise make provision for giving legal protection to bodies, out of whose funds would come the appropriations to support it. It could employ one or more skilled legal draughtsmen to prepare legislation, and likewise aid the professional men who were retained to plead the cause of an individual, or union before any of the civil tribunals.

It is regrettable, in spite of the considerable number comprised within the ranks of the unions which are affiliated with national or international bodies, that there are on the North American Continent many millions outside the ranks of organized labor and whose economic welfare would be very materially improved, were they members of a trade union of their occupation or calling.

The bureau could also, because of the information it would acquire, discuss and endeavor to secure adoption of plans for labor's participation in the management of industry. It is singular that labor still fails to properly appreciate the value of education and propaganda, in influencing and convincing the workers of the advantages that come from the protection which organization can give it both economically and personally.

It is useless to expect that any improvement in this direction can come from any source or group other than that of the worker himself, through his union. The bureau, with the latest statistics at its disposal, would be able to prevent the workers, in certain parts of the province, being exploited by employers, many of whom get government contracts and pay very low wages to the detriment of the fair employer and the trade union worker in the large centres.

It would be able to expose such unjust treatment of the worker in the rural or other districts and advise him what steps to take, in order to obtain the living wage to which he is entitled and which is embodied in the Fair Wage Clause contained in the contracts awarded by the Provincial and Federal Governments.

The necessity for a bureau is even more urgent in Quebec than in the other provinces, because of the dual language and other influences operating to create and maintain divisions and promote dissension, each or both of which are decidedly to the disadvantage of the workers as a whole, since it prevents that solidarity without which a united front cannot be presented by the members of an industry or group of trades, when making demands for improved conditions or interviewing Ministers and Governments.

It may be argued that labor cannot afford to establish and maintain a bureau of this kind, since the cost of it is beyond what means the unions could secure. This argument is unsound, since the cost of establishing and maintaining the bureau would be one that the organized workers can afford, and it would in a measure pay for itself, since the unions organized, because of its labors, would increase the membership of organized labor, thus putting still greater resources at the disposal of the movement and the organizations which it supports.

Not even the lowest paid laborer, who is a member of an organization, would object to paying five cents a week, towards the expense of the bureau. The more highly paid worker might be induced to contribute a little more; but whether the means required would come from the direct individual contributions of the members of trade unions or an appropriation voted by the different unions, any money so spent would be one of the most profitable investments that organized labor could make. It would very quickly give splendid dividends and lead to an interest in the welfare of the wage earner on the part of those now indifferent or antagonistic. The bureau would be an educational agency not only for the wage earner, but the community. It would demonstrate to the leaders of industry, finance, and trade, that the workers, conscious of their rights and opportunities, were determined to do all they economically and politically can, to secure, through their own efforts, or the Governments which they elect, a reasonable share of the wealth which they create because of their labor by hand or brain, as well as recognition of their place in society and their determination to make the community, of which they are members, properly appreciative of their services.

Mr. Paul Sise

President, Northern Electric Company, Limited. A Highly Qualified Engineer and Able Executive.

By BERNARD ROSE

In a sketch of the career of the President of the Bell Telephone Company of Canada, reference was made to the indispensability of this modern invention, as a means of communication.

The efforts made to improve the type and kind of instrument used by customers of the company, show that it has at hand, the facilities that make possible not only the furnishing of a constant supply of up-to-date equipment, but a highly trained technical staff that think in terms of efficiency, in all that relates to the manufacture of telephonic apparatus.

At the head of the Company manufacturing this apparatus, is one of the foremost experts in his line on the North American Continent. The co-operation between the company manufacturing telephonic equipment and the one using it, is excellent in every way.

The Northern Electric Company, Limited, is not only the largest, but practically the only one of its kind in the Dominion. It manufactures and supplies practically every telephone company in Canada privately and publicly owned, with equipment and appliances. Its employees are skilled and reliable. The technical staff which directs them is equally as competent.

In supreme control of this great organization which employs thousands of men, even in bad times, is Mr. Paul F. Sise. Mr. Sise is the typical engineer and executive in appearance. He is slightly above medium height, very quick of apprehension, slim of build, but nevertheless capable of undergoing a great deal of fatigue. He has the characteristic frankness of one who has received a scientific education and has lived with men who use their hands as well as their brains. He looks at one out of a pair of serious blue eyes, which indicate the possessor understands and appreciates his responsibilities. His manner is courteous and impresses one with his sincerity.

The Company which he directs, has always shown a great interest in the employees. One of his most serious problems is how to maintain at the highest level of employment, the army of workers who like to work for the Northern Electric. When conditions necessitate the laying off of men, Mr. Sise and his associates ponder long and earnestly over what to them is an extremely serious matter. The very thought or likelihood of being compelled to advise superintendents and foremen that the number of employees must be somewhat reduced, is a task they carry out with the most extreme and regrettable reluctance.

Engineers are generally a warm hearted lot. The profession and environment in which they find themselves, makes them abhor the very thought of being forced to see those who work with or under them, being deprived of employment.

Employers that require the services of experienced and competent men, know how valuable these are, and often hesitate a long time before they lay them off, or put them on short time.

It only needs one glance at the expressive features of Mr. Sise, to appreciate how concerned he would be when compelled, owing to conditions over which the company had no control, to reduce the number of employees or give orders to shorten the working week or day.

Mr. Sise was born on November 10, 1879. He was educated at Bishop's College School, Lennoxville, and then entered McGill University, graduating in 1901 with the degree of Bachelor of Science. Anxious to get some practical knowledge, after completing his university studies, he took the apprentice ship course at the Pittsburgh plant of the Westinghouse Company, and stayed with it in New York from September 1902, to September 1903.

In the latter year, possessed of what he considered was valuable knowledge, he returned to Canada and became identified with the Montreal Sales Department of the Canadian Westinghouse Company. His assiduity in the carrying out of his duties and his avidity in getting all the knowledge he could to enable him to more efficiently carry them out, led to his becoming in 1904, Secretary-Treasurer of the Northern Electric and Manufacturing Company, Limited. Six years later, because of what he had accomplished, and in appreciation of his ability and services he had rendered the Company, he was appointed Managing Director. His rapid rise to what was really the principal executive position of the company was proof of his qualifications, and the reputation he had gained as one of the foremost authorities in his line in the Dominion.

When the Northern Electric and Manufacturing Company, Limited amalgamated with the Imperial Wire and Cable Company in 1914, it was generally agreed that no one was better qualified to become General Manager of the new company, than Paul Sise. He was also made Vice-President. Five years later, he was appointed President in succession to his brother, C. F. Sise.

Like a good many others who felt their services were needed, when Canada decided to participate in the Great War, Paul Sise followed the example of a good many of his professional colleagues and associates, and went overseas as Adjutant to the 148th Battalion. The War Office in London decided that it could utilize his services to good advantage, and sent him to the United States on the Staff of

the British Recruiting Mission. He certainly did very effective work while a member of the Mission, and when it was concluded, he joined the Canadian Force that was sent to Siberia, returning to Canada in May 1919, to resume his responsible and important position.

President Sise speaks with the precision and clearness, of the technically trained man. He does not use a word unnecessarily. There is an almost military directness in the way he speaks to one, although it is always in an even and kindly tone.

He is a member of the Montreal Board of Trade and the Canadian Manufacturers' Association. He hardly looks his age because of his somewhat spare frame, since he does not carry any excess weight and could no doubt hold his own in any race requiring a high degree of staying power.

The splendid training he received both at the University and while with the Westinghouse Company in New York, has been of great benefit to the Company with which he has been associated more than a quarter of a century. He is a veteran not only of his country, but the company with which he has been connected for so many years. He has identified himself in every way with the development of Montreal and the Dominion, through the great enterprise of which he is the presiding and directing genius. It says much for ability and reputation, that from humble beginnings, the Northern Electric is now so large a concern, giving employment to thousands of

men and women. Nothing would give Mr. Sise greater pleasure, than to be able to constantly add to his skilled staff and do everything to try to promote their welfare. He feels that the skilled workman and employee of the company, is entitled to the best consideration it can give, and that its success is dependent upon the goodwill of the employees and the consideration and respect which they get from officials of the company from the President down.

As the needs of Montreal and the Dominion grow along telephonic lines, so will the demand for the Company's product be increased, which will mean more employment for those who are engaged by the company.

Mr. Sise is a member of the best known clubs, including the St. James', Mount Royal, and University. He also belongs to the Montreal Racquet, Royal Montreal Golf, and the Mount Bruno Country Clubs. Professionally, he is a member of the Engineering Institute of Canada and during the years 1920-21, was president of the McGill Graduates Society. He is also a member of the Alpha Delta Phi Fraternity.

Mr. Sise belongs to that group of modest and influential citizens, who take a delight in their work, appreciate their responsibilities, and at all times seek to earn the goodwill of their associates and subordinates, as well as doing their full share towards that development, that means so much for our city, country, and its people.

From our Readers

Objects to Bill Making it Difficult for Poor Man's Son to Study for the Legal Professions.

Montreal, Jan. 13, 1931.

Editor, The Labor World, Sir:—

Evidently it is the intention to make the legal profession even more of a closed preserve than it is today, judging by the bill that was introduced in the Legislature, calling for the possession of a university degree before permission will be granted to study law.

We are going from bad to worse. We are creating professional oligarchies. We are restricting educational opportunities to the moneyed few. We are denying the gifted son of the workingman and trader the opportunity of qualifying for admission to a profession, by taking the course that is prescribed, without spending four or more years getting a preliminary education at a university or college.

We are told that the poor man's son has an equal chance with the rich man's. This is not true. It may be stated that the legal profession is becoming overcrowded. All professions tend to become overcrowded in the course of time, since to be a member of a profession, is looked upon as giving either the member of the profession, or his immediate family, a prestige which is not possessed by those who are engaged as artisans or in business. The Bar will naturally favour keeping its numbers as low as possible, and snobs, educational and social, will likewise favour keeping the poor out of the professions and restricting their privileges to the favoured few.

I trust that no such reactionary measure as that presently before the House will be allowed to pass. The Prime Minister has on a good many occasions spoken of the educational facilities which this province gives to all, regardless of their position. How many workingmen's sons can afford to go to high school and then take a college course, to get the B.A. or other equivalent degree which is to precede admission to the study of law? There is nothing to force any young man to become a member of a profession and his success or lack of success, is dependent on a great many personal and other factors. It costs almost a small fortune, to be able today, to study law, medicine, or some of the other professions, and this has the result of keeping many a deserving poor man's child from getting an education for a profession for which he is temperamentally and intellectually qualified.

I am sure that that champion of democracy, the Honorable Athanasé David, will be the first to object to a measure of this kind going through the House. The careers of some of our greatest jurists and medical men show that they did not in every case waste several years at college to get a B. A. degree, but passed whatever exams were required for admission to study and they nevertheless became eminent in their profession. We have altogether too many closed corporations professional and otherwise, in our province. Admission to the Bar should be open to all who have studied law at a university, after graduating from a high school or passing an examination, showing that they possess the aptitude and a proper understanding of legal principles.

Instead of insisting that prospective law students obtain a degree in arts, letters, or philosophy, preliminary to beginning the study of law, and in view of the privileges which the lawyer enjoys, conferred by the Legislature, acting in the name and representing the whole citizenship, what the Bar might rightly do, is to insist that

Prosperity vs Depression

Gloomy Predictions As To The Duration Of The Depression Weakens Belief In An Early Revival Of Trade And Absorption Of The Unemployed.

By BERNARD ROSE

While I am not prepared to subscribe to the Coué Formula, that merely believing things are good will make them so, I cannot concur in the views as to the duration of the depression which apparently seems to unfortunately prevail in circles the members of which we regard as speaking with some knowledge and authority.

That we have had a depression which has not wholly gone, is admitted. That it has caused hardship to thousands is not denied. That it forced the Government to take prompt action in order to furnish the means, so that relief in kind and labor might be furnished, is evidence that the situation was regarded as serious. That there are still thousands vainly seeking work is true. That the depression has been of longer duration and affects a larger number than any previous one is a fact.

What has been demonstrated during the present depression is, the appreciation shown by governments, organizations, and leading citizens of its seriousness and the necessity for taking prompt and drastic action to deal with it in a manner that will materially reduce the hardship and lessen the privation, that are the consequences of an unemployment situation, particularly where it is prolonged, and workers industrial and clerical forced to suffer until it is over, and industry and trade are revived and carried on, in the degree that absorbs practically the whole of the unemployed.

Statesmen, politicians, and leaders of industry have, when discussing the depression, taken a certain amount of consolation from the fact that it was world wide. When dealing with conditions in Canada, and comparisons were made, it was shown that although suffering was fairly wide spread in both the agricultural and industrial areas, it was by no means as bad as in other lands, and that even the United States had the problem in its most acute form.

It is at all times a pitiful sight when able bodied men, young, middle aged, and old, have to line up in front of establishments that furnish gratuitously food and shelter. It is regarded as a reflection upon our boasted civilization. It is evidence that we have not yet been able to secure that equilibrium between production and consumption that will keep workers not only continuously employed, but able to work cheerfully because the fear of unemployment has been banished.

The present depression has undoubtedly led to a much deeper and sincere interest being taken in the welfare of all who are entirely dependent upon their labor for a livelihood. Governments show a commendable readiness to devise measures to aid the unemployed. Practical philanthropists, students and authorities on economic and social problems, make suggestions as to how the worst effects of unemployment can be overcome and what steps should be taken to prevent a recurrence. They show a willingness to discuss measures and means that will reduce to a minimum the suffering incidental to deprivation of employment.

The concern shown by governments and individuals in the welfare of their fellow citizens is bound to have beneficial effects, since responsibility for unemployment is regarded as resting upon the whole body of citizens.

It is the contrast between visible and exasperating abundance and the inability on the part of those unemployed to purchase, that makes those interested in the lot of their less fortunate fellow citizens, determined, in order to prevent more serious consequences, to find a way out.

Gloomy forebodings and shaking of the head when conditions are being discussed, weaken the confidence which is required and should be generally stimulated in order to encourage the movement towards re-establishing normal conditions.

Even so called practical men have been heard to declare that the depression is just beginning. Fancy how this falls upon the ears of one who has been unemployed for several months, and is eagerly and hopefully looking forward to the coming spring and summer to again obtain employment and be in a position to pay his way. Can we blame the unemployed worker for becoming discouraged, when listening to talk of this kind? Canada cannot afford to encourage this mental attitude. Our leaders must repudiate in the most emphatic language the views of those who think we are going to continue in the economic doldrums for several months yet.

The number of public works that are suggested. The reemployment of a considerable number of men and women in factories, mills, and other establishments, because of an increased demand for commodities. The beginning of new industries aided by domestic and foreign capital, because of the assurance that unfair competition will not be permitted, should inspire a strong feeling of confidence in what the immediate future has in store for labor and business.

The Prime Minister, Mr. E. W. Beatty, K.C., Sir Henry Thornton, and our outstanding men in industry, trade, and banking, want to see Canada prosperous and will, each in their own way, do their utmost to hasten the return of a prosperity which will continue for a good many years. The workers having learned how serious the effects of a depression can become, will take the necessary measures by co-operating with the Government and the leaders of industry, in preventing the more serious effects of a depression should it again recur.

La plus grande vente de tous les Gins au Canada!

10 onces \$1.10
26 onces \$2.55
40 onces \$3.65

Gin Canadien Melchers Croix d'Or
MELCHERS DISTILLERS LIMITED
 DISTILLERIES: BERTHERVILLE, P. Q. BUREAU-CHEF: MONTREAL, P. Q.

EST notre devoir incontestable à l'égard des industries et des entreprises canadiennes d'acheter de préférence les produits canadiens.

Le Gin Canadien Melchers Croix d'Or est un produit supérieur, fabriqué par des ouvriers canadiens et dont la production est financée par du capital canadien. Il possède une saveur et une pureté qu'aucun produit étranger ne surpasse. Il mérite votre préférence.

Le Gin Canadien "GENEVA" authentique. Fameux depuis plus de 30 ans.

Trades and Labor Council in Favor of Free Speech

But has no sympathy for those who cannot see the difference between free speech and seditious utterances. — Extremists a menace to Organized Labor rights.

"We are in favor of free speech but have no sympathy for those who cannot see the difference between free speech and licence."

"Organized Labor always fought for free speech and always will but it is an entirely different question, however, when men who had ample opportunity to join our ranks chose to remain out of it, take advantage of an economic depression and try to stir up trouble and when they get into trouble with the authorities, come to us and expect us to get them out of it, they surely cannot expect much sympathy from a movement they have despised for years."

These were a few of the high spots that prevailed during the meeting of the Montreal Trades and Labor Council, held Thursday night, under the chairmanship of President Foster who uttered these remarks, and it was a well attended meeting, being election night.

It came about from a verbal report of the last convention of the Labor Party presented in English by Delegate Cuppello and in French by Delegate Germain. These delegates recited what had been transacted during the convention and urged the Trades Council and affiliated unions to take a more active part in the political end of the movement.

Delegate Miron, of the Railway Car-men's Union, resented these interferences, claiming that he could not say how they could associate with individuals who were fighting them on the economic field six days per week, trying to destroy their organization, and then on the seventh day joining hand in hand with them on the political end of it. He rather favored a disaffiliation of the Council with the Labor Party as long as that party retains in its ranks a certain group of men opposed to international unions.

During the discussion that followed Delegates Segal and Jansen stated that unless Labor takes a stand for absolute free speech, its own meetings may be interfered with by the police as has been the case lately with some meetings that were held in Prince Arthur hall and at the Labor Temple, where not only the meetings were broken up but several speakers arrested for having uttered supposed to be seditious speeches. They wanted the Trades Council to protest against the action of the police.

Delegate Pierre Lefevre thought the whole discussion out of order, since the Council was not in position to know exactly what was said at these meetings.

It was then and there that President Foster jumped in the fray and stated that the Montreal Trades and Labor Council has always stood staunchly for free speech but objected to people taking licence with free speech and it will continue to do so in spite of all that can be said. The Council, said he, objects to licence being taken with free speech because just through that there may come a day when we would lose the privilege we cherish so dearly. Democracy rules today, but we are not so unwise as to believe that noise is going to change any particular condition. There has been so-called interference with labor meetings but on the very day the Labor Party had its convention, there was a big rally held under the auspices of the Montreal Building Council at the Drill Shed, thousands of people were there, there was sharp criticism of certain economic conditions under which we are living today, the police did not interfere with either of these meetings, why, because those that addressed them had brain enough to know the difference between free speech and seditious utterances. He then declared he had no sympathy for men who are fighting Organized Labor and when they are in trouble they come and seek our support to get them out of it.

It was finally decided that the report of the delegates to the Labor Party convention be given in writing at the next meeting of the Council before the question of affiliation be disposed of.

The Council was informed by Premier Taschereau that the bill dealing with Workmen's Compensation would be soon ready for distribution and that copies would be sent at once to the Council. It was decided that the Executive Committee should go over the bill, study it attentively and report as soon as possible for further action.

During the recess for the counting of the ballots, Mr. McIntosh, of the Winnipeg Trades and Labor Council, was invited to address the meeting. In an eloquent and vivid manner he told the delegates the principal facts related to the fight waged by the organized workers of Manitoba to secure an adequate compensation law, and the difficulties encountered and the deficiencies of this act. He wished the Quebec Trades Union Movement every success in their efforts to secure an act of which they will be proud.

As was expected, the election of the officers was the paramount event of the evening. Here is the result:

Delegate Ben Drolet was re-elected as First Vice-President over his opponent J. J. Cuppello, by a substantial majority. John Perrault was re-elected as Guide over A. Millard. The staff of officers for this year is thus as follows:

President: J. T. Foster, International Association of Machinists.
First Vice-President: Ben Drolet, of the Cigarmakers' Union.
Second Vice-President: Ad. Tremblay, Jacques-Cartier Typographical Union.

French Recording Secretary: J. A. Belland, Sheet Metal Workers' Union.
English Recording Secretary: Richard Lynch, United Brotherhood of Carpenters and Joiners.

Corresponding Secretary: Jos. Pelletier, Bookbinders' Union.
Financial Secretary: J. Girard, Civic Employees' Union.

Treasurer: A. Gariépy, Cigarmakers' Union.
Statistician: H. Vaillancourt, Railway Carmen.
Sentinel: A. Archambault, Engineers' Union.
Guide: John Perrault, Brotherhood of Painters.

The following delegates were elected on the Executive Committee: T. Black, P. Corriveau, J. J. Cuppello, B. Drolet, Alph. Mathieu, A. Millard, J. Pelletier, Adhemar Tremblay, H. Vaillancourt.

The Labor Day Committee will be composed of the following delegates: G. Brunelle, H. Corrigan, Gerard Gagnon, J. Giroux, H. Massé, C. Miron, Jos. Pelletier, J. Perrault, A. Tremblay. The meeting was adjourned to the 19th of this month, after the transaction of sundry routine matters.

The Cherry Tree

Where with our little Hatchet we tell the truth about many things, sometimes profoundly, sometimes flippantly, sometimes recklessly.

What an interesting world! So many things happen that never go into print.

There is no possibility that the printed word can chronicle all that man does—and a good deal of care is taken to see that in some cases the printed word is kept as far away as possible.

Corporations — and persons — often hire "publicity" men to change the drift of discussion.

Politicians do likewise very often. But there is something worse than that that foot. It is that, by and large, newspapers and newspaper men are losing their nose for news, losing their desire to hunt for truth, fattening on what is handed to them, willing to see their occupation as a grocer sees his groceries.

A column must bring in so much revenue and there must be so and so many columns of something called news to carry on and so many columns of revenue-producing advertising.

Public utility companies, by the way, are boasting that their 1930 expenditures for construction and new equipment broke all records.

They took their horns and try to make us think this was because of pure altruism—they wanted to help cut down unemployment.

Yes, and may be we believe all we are told.

Isn't there just a feeble chance that the utility companies spent their money that way in order to afford a basis for maintenance of rates, on the one hand, and to get down into the lower income tax brackets, on the other?

It was nice of these companies to spend so much for new work and it helped and probably nobody cares much to kick about it, but wouldn't know that what we are told is the real story?

WHAT NEXT?

A newspaper in Prague, Czechoslovakia, reports that Hans Grilz, Czechoslovakian academic painter, has perfected a process for reproduction of colored designs by purely thermic means (heat process) to fabrics at an extremely low price. The paper expressed the opinion that the invention would entirely revolutionize the printed textile industry.

Work cannot stop, but grafting profits and interest on legal tender government money must be restricted if we wish to establish better conditions.

Growth

Growth is life. Every live union is growing in as many ways as possible. There are a number of important ways—growth in number of members, wage increases, shorter hours, developing leadership, development of members. The last is a key to all others. The capacity of its members is the real measure of the effectiveness of the union.

Foremost among union responsibilities is that of affording opportunities for education and development to its members. Like every associated activity, unions need to guard against individuals who are more concerned for personal advancement than advancement for the whole group. Personally ambitious people are more anxious to use the union than to contribute to group progress. Members ambitious to serve the union gain in proportion as they render service.

There is still a more dangerous type of union member—the individual who, instead of finding his own opportunity, tries to advance himself by discrediting someone that he may fill the vacant place. Such tactics may advance an individual but not the group. Each union member should add to the sum total of union effectiveness and subtract nothing. If any member is not living up to union ideals, help him to a more constructive attitude. Put the problem of making progress on a higher level and merge personal progress in the larger purpose of union progress.

Political rivalry between individual union members should not be allowed to create union factions or to degenerate into personal attacks. The issue which concerns the union is always to be stated in terms of union growth. The larger issues of human welfare and progress always command loyalty and service. That union is surest to make progress which keeps its activities on the highest levels.

When to Purchase Real Estate

By ERNEST PITT

A celebrated philosopher once said that the human mind is the same at all ages, and that from the cradle to the grave the bulk of people appear to learn very little. As they grow older they may be able to recite a lot more facts, but they do not seem to know a great deal more. This sounds somewhat harsh but perhaps the philosopher had in mind the fact that people never seem to want anything until they can not have it—then they put up a fight to get it, says Mr. Ernest Pitt in his weekly real estate review.

The analogy that is suggested is the fact that the people who make fortunes in real estate, finance, and other branches of marketing and investment, are the people who want things when they can have them easily. They are relatively few. A number of shrewd buyers picked up St. Catherine Street properties years ago between six and ten dollars per foot when no one else would look at them. The people whose names are on all the "sucker lists," whose hard-earned savings go to swell someone else's winnings, are the people who never want a thing until everybody else is scrambling after it and it is almost impossible to get it.

Mr. Pitt points out that last year people rushed in and bought C. P. R., Power, Shawinigan, Bridge, Brazilian, Nickel and scores of other stocks, for

the unique reason that other people they knew were buying them. When these stocks could have been had dirt cheap they didn't want them. When it cost them the top price, they must have them because so-and-so and all the neighbors had them—another method of keeping up with the "Jones". Consequently a boom, a deflation, and a lot of people lost money again.

But the few wise ones who are capable of wanting a thing and getting it, regardless of what the neighbors are doing, make money by buying stocks when no one else wants them.

The same thing applies to real estate. All over Montreal there are parcels of property of various sizes that are priced far below their intrinsic value, just because nobody particularly wants them. But when the momentary depression of the past months has completely blown over and people begin to feel money in their pockets again, prices will rise. With the big developments that are going ahead or about to be started, railway terminals, big boulevards, subways, town planning and all sorts of improvements many of which have avowedly been held up for years awaiting the definite starting of the C. N. R. terminal, there is every reason to think that the next frantic rush of people to buy things that everybody else is rushing to buy, will be in real estate.

Unemployment in the United States

(From the American Federation of Labor)

William Green, President, American Federation of Labor, issued the following statement on Unemployment based on reports he has received from affiliated organizations:

"Unemployment has increased since December, and 5,700,000 wage earners in the United States were out of work in the first part of January, according to our preliminary estimate. This compares with 5,500,000 in December (revised estimate). These figures do not include farmer labor or office workers."

"The increased number out of work is partly explained by the fact that many firms who were keeping their forces on part time, laid men off altogether. A number of unions report this fact, especially in the garment, metal, and other manufacturing industries, and in building, many wage earners who had temporary or part time work in December had no work at all in the first part of January. In the country at large there was less part time employment and more were entirely without work; in December 20 per cent of the union membership had at least part time work, in the first half of January only 18 per cent. Much unemployment has also been due to year end shut downs which lasted over into January."

"This decrease in part time work and increase of unemployment sounds a warning to the American business world. Thousands of firms the country over have been keeping their men at work, at least part time if they could not give full employment. This has been one of the most important measures in meeting the national unemployment emergency. When a man has part time work he at least has credit and money for bread. He has a job and that is about the most important thing in the world for a wage earner."

"Now is no time to abandon this barrier against depression forces. Already there are 2,300,000 more out of work than there were at this time last year. Industrial recovery is starting, competent observers tell us, and the spring busy season just ahead is the best time for advance. We cannot afford to have it checked as it was last year by increasing unemployment and reducing buying power. Efforts to keep men on the payroll and to give relief should be redoubled now when the need is greatest and when workers buying will count most in stimulating trade. Every employer who keeps his men at work, at least part time if he cannot give full employment, is doing a national service by helping to pull the country out of depression. Every lay-off looks bad to drag business backward."

"Looking back four years, our figures show that the increase in unemployment from December to January this year was larger than usual. Reports from the Department of Labor, representing all wage earners in manufacturing, show this same tendency; in November and December the number laid off was larger than usual. This does not mean that business is suddenly worse. But it does indicate a dangerous trend, which if it continues will retard business recovery."

"Widespread relief has undoubtedly prevented the situation from becoming far more serious. But relief cannot possibly meet the need, and there is much illness, eviction from homes, undernourishment and even starvation which never comes to public notice. This crisis calls on every citizen to do his part for the unemployed."

"Our weighted unemployment figures, based on reports from trade unions, show unemployment since 1928:

show unemployment since 1928:

Percent of Wage Earners Unemployed	1928	1929	1930	1931
January	12.1	11.3	12.5	19.4*
February	11.9	10.6	14.0	
March	11.8	8.5	13.6	
April	10.5	7.9	13.3	
May	9.1	6.7	13.3	
June	8.1	6.6	14.3	
July	8.4	6.9	15.7	
August	6.8	6.7	16.0	
September	7.0	6.6	14.6	
October	7.2	7.3	14.1	
November	7.6	8.7	15.9	
December	10.0	10.3	16.6**	

*Preliminary **Revised.

CANADIAN LABOR URGES CREATION OF NATION-OWNED RADIO SYSTEM

Creation of a nation-wide system of radio broadcasting was urged upon the Dominion Government by the fortieth annual memorandum in labor legislation presented by a delegation headed by Tom Moore, president of the Trades and Labor Congress of Canada. Premier Bennett said legislation would be brought down at the coming session of parliament, but did not disclose whether it would provide for public ownership of radio-casting. At present the Canadian National Railways operates a continent-wide chain of radio stations.

The request of the Trades and Labor Congress that the Federal government renew grants to technical education will be complied with, Mr. Bennett promised.

President Moore said labor was pleased with the government's determination to see that tariff increases did not result in exploitation of consumers. Some protected manufacturers, however, were exploiting labor, Mr. Moore declared, and instanced the shoe industry.

The Prime Minister said the Minister of Labor was conducting an investigation into such complaints, and the inquiry would be pursued.

In regard to unemployment insurance Mr. Bennett said close study was being given to every angle of the problem. This was necessary to avoid embarking on some scheme which might bring disaster.

A variety of other legislative reforms were brought to the attention of the government.

TOTAL OF IDLE PLACED AT ALMOST 5,000,000

That unemployment in the United States has reached the total figure of between 4,500,000 and 5,000,000 is now stated by the President's Committee for Employment.

The estimate made by the American Federation of Labor, based upon trade union returns, is that early in January the number of unemployed reached a total of 5,700,000.

Both of these estimates are based largely upon city conditions, and relate largely to industrial or manufacturing employment.

As long as money is issued by the Government and transferred to individual corporations, or is being farmed out to the workers for interest, injustice will be continued and crime encouraged.

The Worker's World

"Government by utility magnates must not be substituted for government by the people," Gov. Gifford Pinchot of Pennsylvania said in his inaugural address.

Dr. Sherwood Eddy, long prominent in the Young Men's Christian Association, surprised conservative leaders of the organization by announcing recently that he is now a full-fledged Socialist and proposes to work with the Socialist party "for economic justice."

An increase of approximately 6.3 per cent in employment since the first of the year was shown January 27 in reports from ten Buffalo, N. Y., steel mills, machinery and automotive plants.

Increasing unemployment and business depression has caused President Ayora of Ecuador to call a conference of bankers and farmers to discuss measures of relief.

Dispatches from Manila report that efforts are being made to turn a strike of dock and sugar workers into a general strike involving all major industries in the Philippine Islands.

The Carpenters' District Council of Chicago, with 27,000 members, has made an agreement with the Builders' Association providing for the five-day week and has served notice on independent contractors that five days will be the work week hereafter.

The sixth annual conference on the Cause and Cure of War ended its session at Washington with the reelection of Mrs. Carrie Chapman Catt as chairman, and an appeal for Congress to meet in extra session for consideration of the World Court protocol.

The Labor Queries

Q.—What is the trade jurisdiction of the International Union of Elevator Constructors?

A.—The construction, installation and operation of elevators and elevator machinery.

Q.—Were stone cutters among the first workers to organize in the United States?

A.—Yes. Craft unions of stone cutters were among the earliest established.

Q.—What was the first union to obtain a universal eight-hour day in the United States?

A.—Journemen Stone Cutters' Association of North America. The eight-hour day was obtained in 1904.

Q.—Is the five-day week gaining ground in England?

A.—The report of the Chief Inspector of Factories and Workshops said that gains for the shorter week were made in 1929. He said that in general it is approved by employers who have tried it, on the ground that it means a larger output with lower costs.

FROM OUR READERS

Editor, The Labor World.

Sir,—If the gold standard determines purchasing power, it is a good excuse for war—a reason for international hatred, envy, jealousy.

Listen to Dr. Leslie A. White, anthropologist, addressing the American Association for the Advancement of Science, at Cleveland, Ohio, the other day:

"Imperialism, and hence capitalism can only exist as long as it can exploit fresh markets and untouched sources of raw materials.... Indeed, capitalism needs a war, now for it would solve the two most pressing problems of the day: It would consume our excessive surplus of commodities and it would slaughter the unemployed.... The logical conclusion of capitalism is martial suicide."

C. McK.

Editor, The Labor World.

Sir,—The Minister estimates 300,000 out of work. So Mr. Bennett hasn't "ended unemployment."

It is time he got busy fulfilling his promise. Or has he fallen down on his job because big business wants unemployment to continue until wages can be reduced to levels permitting Canadian industry to capture foreign markets. Note what the organs of big business have to say about the "need" of wage reductions.

Mr. Bennett was going to restore prosperity by reserving home markets. But some industrialists want to get rich by getting new markets abroad at the expense of a degraded standard of living for Canadian workers.

Or was Mr. Bennett merely making promises to get into office?

In 1930, according to The Financial Post, Canadian production dropped 20 per cent, corresponding to a loss of purchasing power of about 1 1/2 billion dollars. Yet Russia, a pariah among the nations, increased the production of its heavy industries by 25 per cent, and has abolished unemployment. The capitalist nations have need to wake up.

OLD BILL.

"This depression is more than a passing circumstance in our history; it is a crucial turning point in industrial civilization," says the Business Week. It is not too much to say the philosophy of individual and organized private initiative upon which our business system is fundamental and operated under the leadership of business men, economists and engineers who have replaced the kings and statesmen of the past, is definitely on trial today, more decisively than ever before."

SUPERIOR COURT

Dame THILLIE SILVERMAN, wife common to and property with Harry Rosenbloom, of the City and District of Montreal, duly authorized a *est. ad. iud.* Plaintiff.

HARRY ROSENBLUM, of the City and District of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on Montreal, January 12th, 1931.

(Sgl.) I. M. BOBROVE, Attorney for Plaintiff. 2-5

Le Monde Ouvrier-The Labor World

Rédigé en collaboration The Official Bilingual Mouthpiece of the Province of Quebec Organized Workers Le porte-parole des ouvriers organisés de la Province de Québec



Membre de la Presse Internationale Ouvrière d'Amérique

Member of the International Labor Press GASTON FRANCO

Secrétaire de la Rédaction Secretary, Editorial Department

A better Gas Range --at Lower Cost



Beautiful in appearance and perfect in operation. Made in Canada by Canadian workmen — for Canadian customers. A model for every need, moderately priced with easy monthly terms.

Montreal Light Heat & Power CONSOLIDATED

The GURNEY MASSEY COMPANY, LIMITED

Office and Warehouse 96 PRINCIPAL STREET ST-LAURENT DE MONTREAL

THE GURNEY Foundry Company, Ltd.

Stove Works: ST-LAURENT DE MONTREAL

CANADIAN INDUSTRIES LIMITED

Beaver Hall Building, MONTREAL

Subsidiaries: Canadian Explosives Limited, Dominion Cartridge Company Limited, Canadian Fairchild Limited, Flint Point & Varnish Limited, Arlington Company of Canada, Limited, Canadian Ammonia Company Limited, Trangle Chemical Company Limited, Canadian Salt Company Limited, Grassell Chemical Company Limited, Cassel Cyanide Company

JOHN S. METCALF Co., Limited

Designing and Constructing Engineers GRAIN ELEVATORS

400 St. Helen Street, Montreal, Que., 537 West Hastings St., Vancouver, B.C., 111 West Jackson Blvd., Chicago, Ill., Dartmouth Street, London, England.

AT THE PLAYHOUSES

AT LOEW'S "Madona of the Streets" is the feature film offering at the Loew's Theatre commencing Sunday. Robert Ames and Evelyn Brent are starred in this picture of the Barbary coast of San Francisco which is a story adapted from the novel "The Ragged Dicks" by W. B. Maxwell. It concerns the attempt of a scheming woman to filch his fortune from a young missionary and her subsequent conversion and entire change of nature. Joseph Dunn and Ivan Linow head the supporting cast. "Vandeville's Surprise Novelty," featuring the Magic of Nature Revue heads the stage bill. Other acts include some comedy points on husbands from Chesleigh and Giblin in an original skit "When Cat Meets Cat"; the Six Crackers in "The More You Get the More You Want"; George S. Fredericks and Company in "The Conductor"; and Jerome Mann, the versatile juvenile comedian, in "14 Minutes on Broadway." Short subjects complete the programme.

AT THE CAPITOL

Another double bill constitutes the programme of the Capitol Theatre for the coming week commencing Friday. This includes "Lightin'" featuring Will Rogers and "The Princess and the Plumber" with Charles Farrel. "Lightin'" is an adaptation of John Golden's Broadway success and features Rogers as a good humored philosopher living in Reno, Nevada, a circumstance that gives him ample opportunity to air his unique views upon the marriage question. "The Princess and the Plumber" is about a young American engineer who is engaged on contract by a mythical Balkan principality and who falls in love with its young and pretty ruler, Maureen O'Sullivan and H.B. Warner heads the supporting cast. Short subjects complete the programme.

AT THE PALACE

"The Criminal Code," which as a play won the Theatre Club Trophy and was an outstanding success on Broadway comes to the Palace Theatre in screen dress commencing Saturday with Walter Huston in the principal role. The story concerns prison life in the United States and revolves around its effects upon a charge of manslaughter. He is condemned to ten years penal servitude and his reactions to his environment in the prison and the attitude of the warden in dealing with the peculiar circumstances in which the boy is involved furnish the theme of the film. Phillips Holmes and Constance Cummings head the supporting cast. Short subjects complete the programme.

AT THE IMPERIAL

Dauntless courage and heroism of the kind so often displayed by the Coast Guard is the theme of the screen drama commencing Saturday in "Men on Call" featuring Edmund Lowe and Mae Clarke, coming to the Imperial Theatre on Saturday. The second feature picture is "See America Thirst," a satire on gang life. "See America Thirst" features three of the screen's foremost comedians, Harry Longdon, Slim Summerville and Beulah Love.

NOTICE OF APPLICATION OF DIVORCE

Notice is hereby given that Dame Ellen Jane Easton, of the City and District of Quebec, at the next session hereof, for a bill of divorce from her husband, Henry Arthur Graham, accountant of the same place, on the ground of adultery and desertion.

Dated at Montreal, in the Province of Quebec, this thirteenth day of January, 1931.

GUSTAVE DUTAUD, K.C. Solicitor for the Applicant. Room 405-407, 59 St. James St. West Montreal, Que.

NOTICE

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. B-7382.

SUPERIOR COURT

Dame Marie Modrinsky, of the City and District of Montreal, duly authorized for these presents, wife common to and property of Philip A. Modrinsky, merchant, of the City and District of Montreal.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 18th day of December 1930, at Montreal, January 2nd 1931.

PORTEZ LES TALONS DE CAOUTCHOUC SPRING-STEP

Our Leading Amusement Places Dans nos Théâtres

Capitol Entertainment

More Than a Theatre A National Institution

ALWAYS SOMETHING GOOD at

LOEW'S

The Union-Right Through Million Dollar Playhouse

PALACE

St. Catherine W., opposite Victoria St. He defied the Criminal Code and Paid His Debt the Moral Code and suffered THE CRIMINAL CODE

With Walter Huuston, Phillips Holmes and Constance Cummings. Bargain Matinee 11 a.m. to 12.30 p.m. VITAPHONE and MOVIE TONE

IMPERIAL

EDMUND LOWE in "THE MAN ON CALL" WITH MAE CLARKE "SEE AMERICA THIRST"

All Imperial products are manufactured in Canada by Canadian workmen, at our six modern Refineries one of which is located at Montreal East.

IMPERIAL OIL LIMITED

The Windsor Hotel

ON DOMINION SQUARE MONTREAL

DOMINION BRIDGE CO. Limited

Head Office & Works at LACHINE, P. Q.

Branch Works: TORONTO, OTTAWA, WINNIPEG

Northern Electric

Plant and General Offices MONTREAL, P. Q.

PRUE

<